



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Conférence de presse 13/09/2023

Présentation du bilan de la Commission des Pétitions 2022-2023

Aperçu global: depuis la première pétition

Depuis le 12 mars 2014 (= dépôt de la première pétition publique) ont été enregistrés (en date du 11 septembre 2023):

- **67** débats publics
- **228** réunions de la Commission des Pétitions
- **2489** pétitions
 - dont **2307** pétitions publiques
 - dont **182** pétitions ordinaires

Aperçu global: législature 2018-2023

Sous la législature 2018-2023 ont été enregistrés (en date du 11 septembre 2023):

- **41** débats publics
- **118** réunions de la Commission des Pétitions
- **1743** pétitions
 - dont **1616** pétitions publiques
 - dont **127** pétitions ordinaires

Aperçu global: session parlementaire 2022-2023

Pendant la session parlementaire 2022-2023, ont été enregistrés (en date du 11 septembre 2023):

- **10** débats publics + **3** débats publics issus de la précédente session
- **25** réunions de la Commission des Pétitions
- **400** pétitions
 - dont **372** pétitions publiques
 - dont **28** pétitions ordinaires

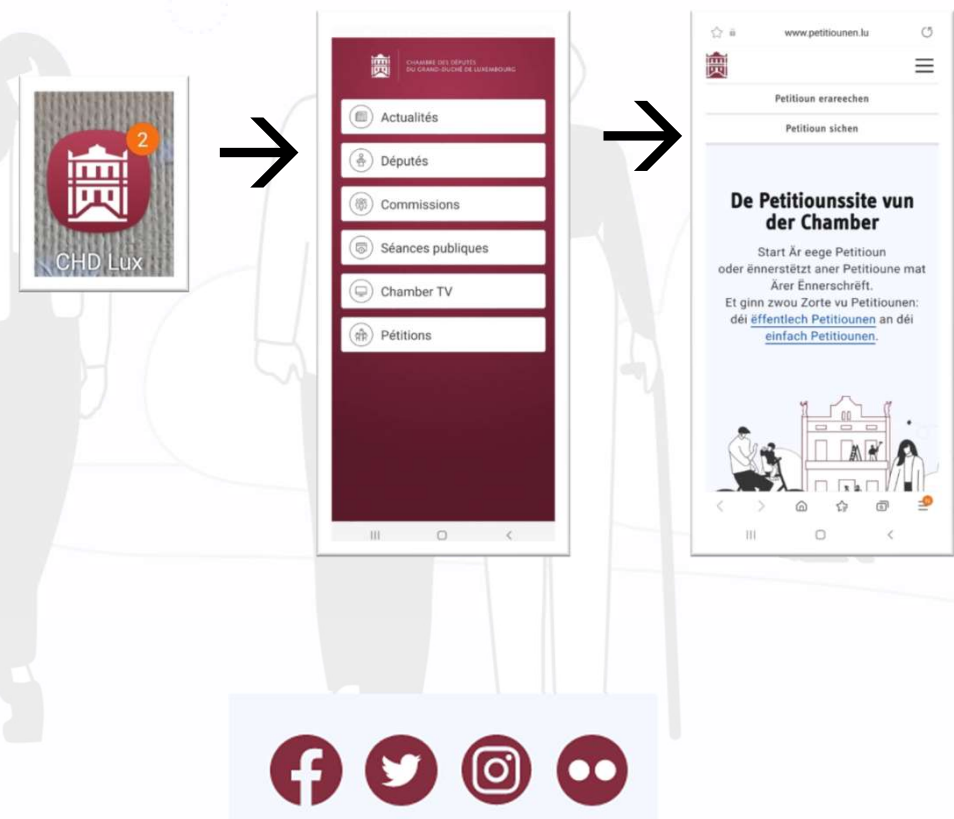
Grandes évolutions autour des pétitions publiques

- Adaptations et lancement de nouvelles fonctionnalités : Site internet des pétitions et Application
- Affinement des critères pour les soumissions de pétitions
- Précisions de l'organisation des débats publics



- Introduction de traductions en direct pour que les pétitionnaires puissent suivre les échanges en luxembourgeois

Comment arriver au site petitionen.lu par l'application de la Chambre ?





CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Où trouver les débats publics?

Ëffentlech Debaten

54

Mol gouf eng ëffentlech Petitioun am Kader vun engem ëffentlechen Debat diskutéiert.

Den ëffentlechen Debat gëtt **live** op der Telee an um Internetsite **iwwerdroen**.

[All Videoen](#)

www.petitionen.lu

Ëffentlech Debaten

<p>18.05.2022</p> <p>Renforcer la lutte contre l'abus sexuel</p> <p>Pétition n°1130 pour des modifications et adaptations du droit pénal en matière d'infractions contre l'intégrité sexuelle ayant récolté 4.697 signatures.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>	<p>05.03.2022</p> <p>Ënnerstëtzung fir d'Elteren deenen hier Kanner NET an eng Maison relais ginn</p> <p>Pétition n°1041 pour un aide financière pour les parents qui ne recourent pas aux maisons relais ayant récolté 4.970 signatures.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>	<p>05.03.2022</p> <p>Débat sur la présentation du Covid-Check:</p> <p>Pétition n°1044 contre la présentation du Covid-Check dans les institutions publiques et les entreprises privées.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>
<p>23.07.2022</p> <p>Débat sur le Covid-Check et les tests PCR</p> <p>Pétitions n°1078 et n°1011 sur le Covid-Check et les tests-PCR.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>	<p>23.07.2022</p> <p>Débat sur la vaccination anti-Covid</p> <p>Pétitions n°1050 et n°1016 sur la vaccination Covid-19.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>	<p>25.11.2020</p> <p>E Referendum iwwert ons Verfassungsreform</p> <p>Les revendications de la pétition n°1000 portent principalement sur l'organisation d'un référendum sur la réforme de la Constitution.</p> <p>Artikel Video Fotoen</p>

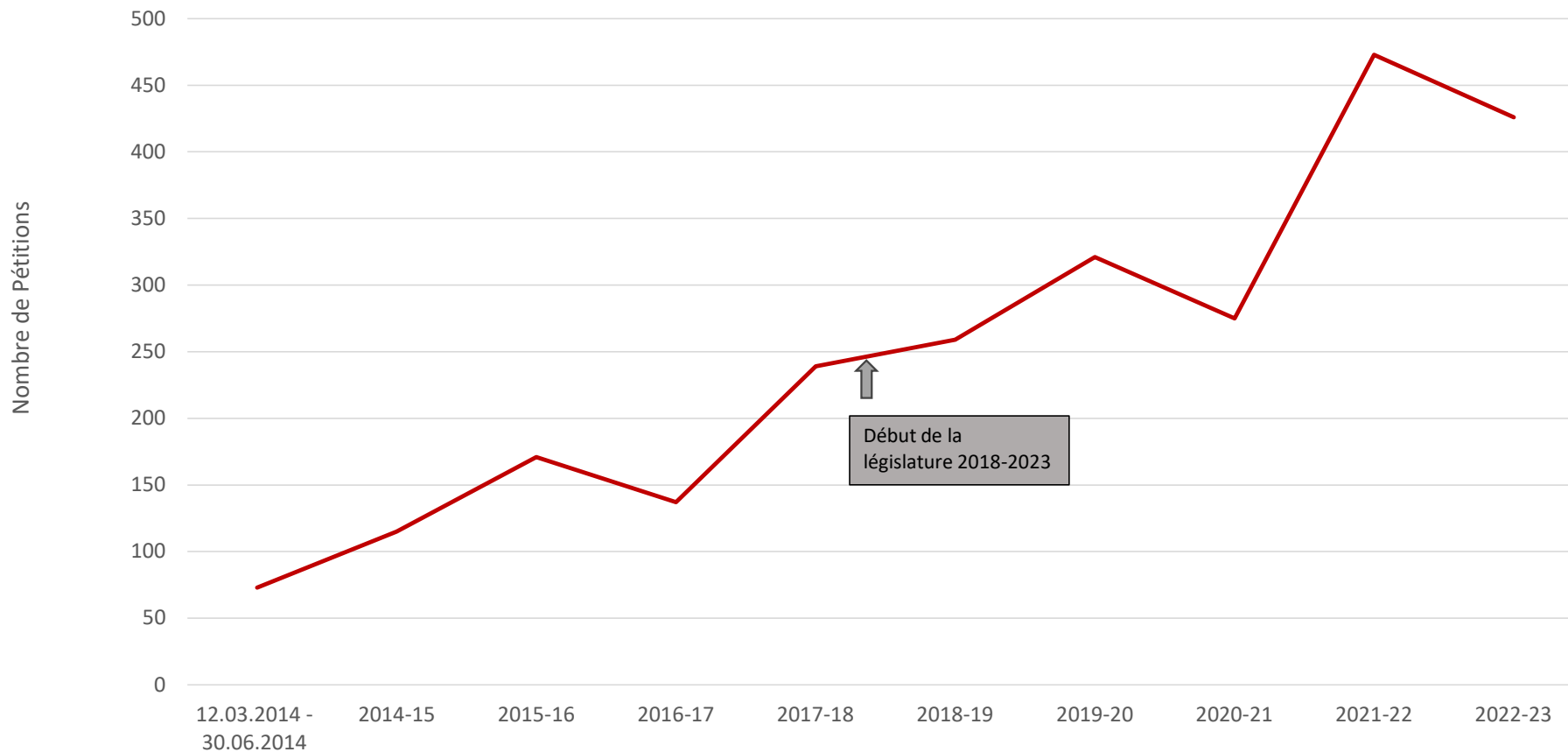


CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les évolutions-clés

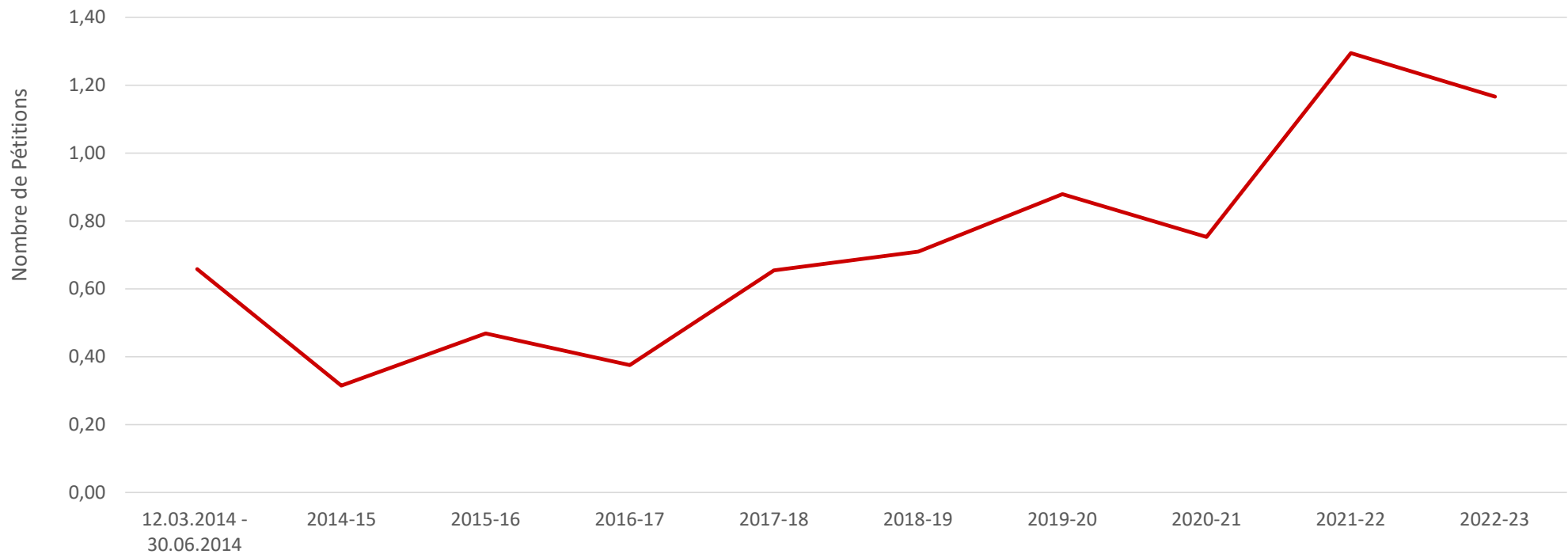


Évolution du **nombre de pétitions** par période à partir du 12 mars 2014 (= dépôt de la première pétition publique) jusqu'au 30 juin 2023 inclus (périodes de 12 mois)



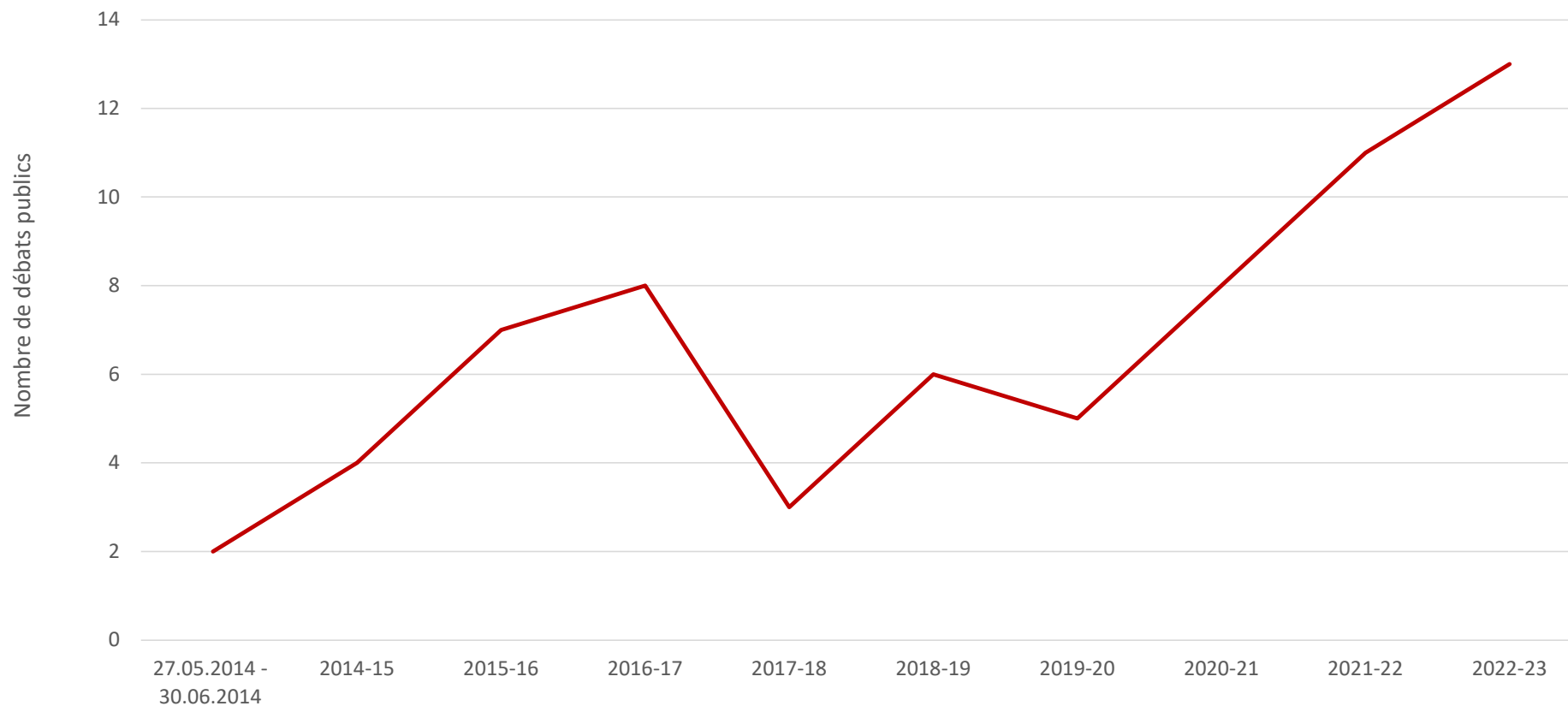
APRÈS LA PÉRIODE DU 12.03.2014 AU 30.06.2014, CHAQUE PÉRIODE DE TEMPS (PAR EXEMPLE « 2014-15 ») S'ÉTEND DU 1^{ER} JUILLET AU 30 JUIN

Évolution du **nombre de pétitions déposées journalièrement** par période à partir du 12 mars 2014 (= dépôt de la première pétition publique) jusqu'au 30 juin 2023 inclus (périodes de 12 mois)



APRÈS LA PÉRIODE DU 12.03.2014 AU 30.06.2014, CHAQUE PÉRIODE DE TEMPS (PAR EXEMPLE « 2014-15 ») S'ÉTEND DU 1^{ER} JUILLET AU 30 JUIN

Évolution du **nombre de débats publics** par période à partir du 27 mai 2014 (= premier débat public après le 12 mars 2014, date à laquelle la première pétition publique a été déposée) jusqu'au 30 juin 2023 inclus



APRÈS LA PÉRIODE DU 12.03.2014 AU 30.06.2014, CHAQUE PÉRIODE DE TEMPS (PAR EXEMPLE « 2014-15 ») S'ÉTEND DU 1^{ER} JUILLET AU 30 JUIN



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

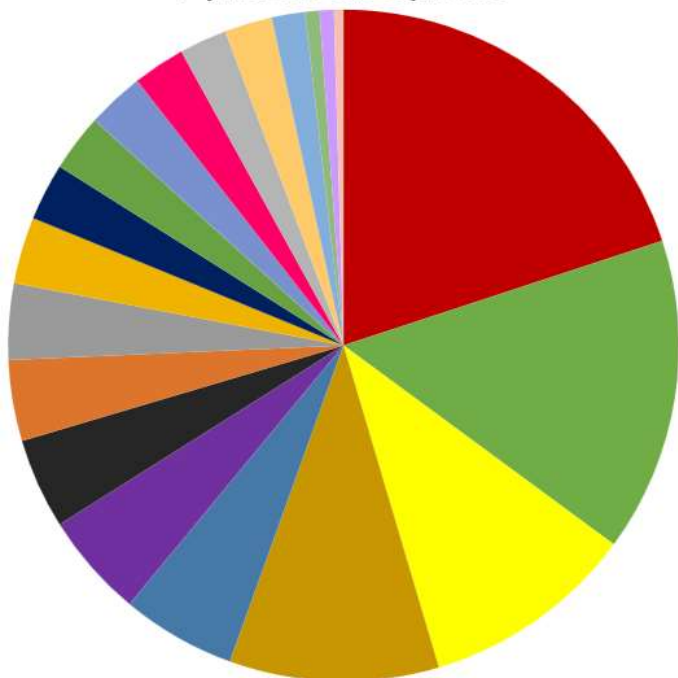


Les thématiques abordées

	1 ^{er} juillet 2022 - 30 juin 2023		1 ^{er} juillet 2021 - 30 juin 2022		Depuis 2014	
Travail, emploi	87	18,1%	45	10,3%	205	9,8%
Mobilité	66	17,6%	66	15,1%	334	16,0%
Finances & Impôts	45	8,3%	12	2,8%	99	4,7%
Société & Famille	44	7,9%	44	10,1%	175	8,4%
Santé	24	7,4%	87	20,0%	227	10,9%
Environnement	22	6,9%	12	2,8%	134	6,4%
Logement	19	6,0%	19	4,4%	93	4,4%
Education & Enseignement	17	5,6%	24	5,5%	119	5,7%
Institutions & Démocratie	16	4,6%	22	5,0%	114	5,5%
Justice	14	4,2%	10	2,3%	79	3,8%
Sécurité sociale	12	3,2%	17	3,9%	78	3,7%
International	12	1,9%	16	3,7%	62	3,0%
IT, Médias & Communications	12	1,9%	10	2,3%	51	2,4%
Commerce & Économie	11	1,9%	7	1,6%	61	2,9%
Protection des animaux	10	1,4%	12	2,8%	47	2,2%
Sécurité	10	0,9%	11	2,5%	28	1,3%
Divers	7	0,9%	3	0,7%	79	3,8%
Langue, Nationalité	3	0,5%	14	3,2%	59	2,8%
Culture & Culte	3	0,5%	3	0,7%	24	1,1%
Agriculture & alimentation	2	0,5%	0	0,0%	21	1,0%
Travaux publics	0	0,0%	2	0,5%	2	0,1%

N.B.: En l'absence d'une méthodologie uniforme, cette ventilation ne peut donner qu'un aperçu général des thématiques des demandes de pétition publique déposées et ne saurait servir à des analyses détaillées.

Demandes de pétition publique déposées entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023



■ Travail, emploi

■ Finances & Impôts

■ Santé

■ Logement

■ Institutions & Démocratie

■ Sécurité sociale

■ IT, Médias & Communications

■ Protection des animaux

■ Divers

■ Culture & Culte

■ Mobilité

■ Société & Famille

■ Environnement

■ Education & Enseignement

■ Justice

■ International

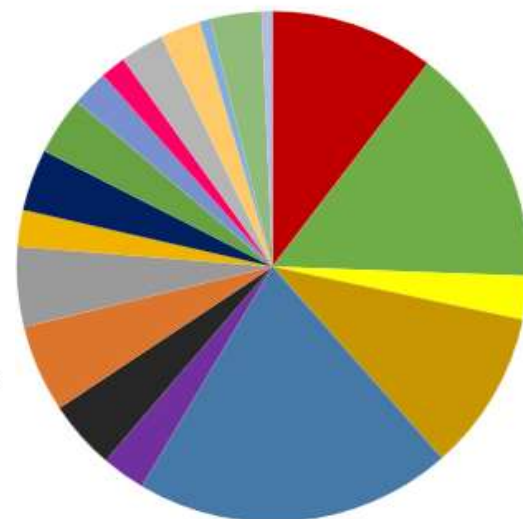
■ Commerce & Économie

■ Sécurité

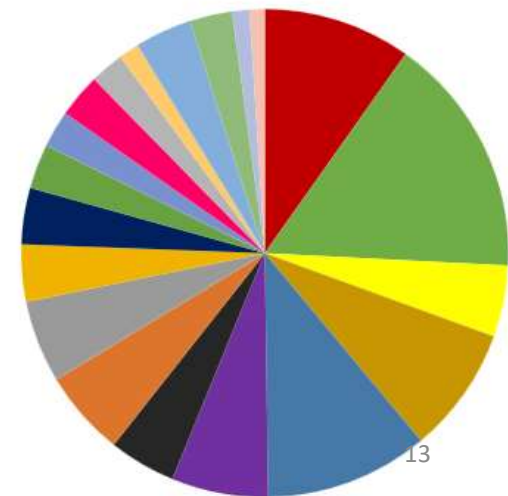
■ Langue, Nationalité

■ Agriculture & alimentation

Demandes de pétition publique déposées entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022

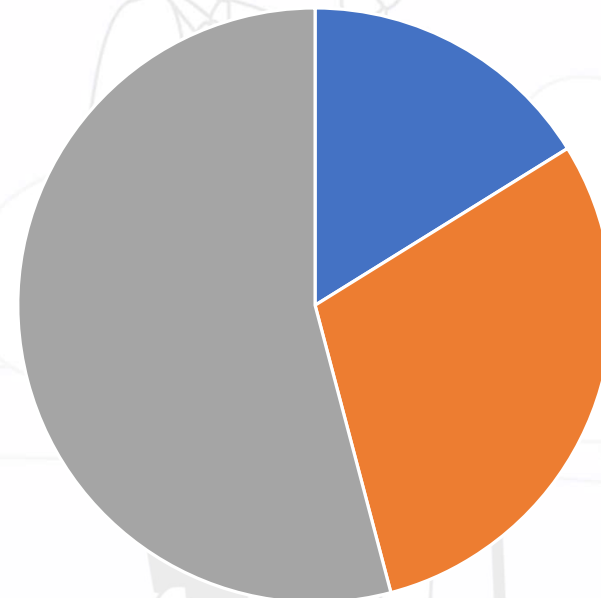


Demandes de pétition publique déposées depuis 2014



Catégories des demandes de pétition publique déposées
entre le
1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023

Catégories	Nombres réels et pourcentages	
Création et développement d'infrastructures	63	16,2%
Mesures économiques de soutien aux particuliers (Pouvoir d'achat)	116	29,6%
Propositions d'ordre législatif et réglementaire	211	54,2%





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Les débats publics

Retrouvez toutes les photos et informations sur les débats publics sur www.petitions.lu/debats-publics



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2301 – Pour une maternité et une pédiatrie d'urgence ouverte 24h/24h au Nord du Luxembourg

Débat: 21 septembre 2022

But: Meilleure prise en charge des besoins médicaux urgents des femmes enceintes et des enfants en mettant fin aux importants déplacements à Luxembourg-Ville afin de pouvoir être pris en charge aux urgences

Ëffentlech n°2301

Pour une maternité et une pédiatrie d'urgence ouverte 24h/24h au Nord du...

Pour l'ouverture 24h24 d'une maternité et d'une pédiatrie d'urgence au Nord du Luxembourg

4657/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 09.06.2022

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été décidé de:

- L'établissement d'un plan pénurie pour pallier le risque de pénurie de personnel médical spécialisé;
- La mise en place d'un plan de communication relatif au dispositif mis en place pour assurer les urgences pédiatriques;
- D'organiser une réunion jointe afin de recevoir de la part de la ministre de la Santé un bilan sur la situation des maternités et de recevoir de la part des ministères concernés des propositions de formation et de sensibilisation en faveur des métiers de la santé.



Réunion jointe de suivi (27 mars 2023)

Madame la ministre de la Santé ainsi que des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont fourni plus de détails quant aux mesures actuelles et futures afin de pallier la pénurie en personnel médical spécialisé, notamment aux niveaux des formations proposées.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2309 – Remboursement des factures des psychologues

Débat: 23 septembre 2022

But: Permettre à tous ceux qui en ont besoin
de consulter un psychologue
indépendamment de leurs revenus

Effentlech n°2309

Remboursement des factures des psychologues

il y a beaucoup de gens qui vont pas chez
un psychologue, parce qu'ils n'ont pas
les moyens financiers pour payer...

5514/4.500

100%

gesamt Eñnerschrëften ⓘ

ofgelaf 09.06.2022

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été décidé d'organiser une réunion jointe entre les Commissions de l'Éducation nationale, de la Sécurité sociale et de la Santé afin de:

- Aboutir rapidement au remboursement par la CNS des prestations des psychothérapeutes;
- Faire un état des lieux de l'offre en matière d'appui psychologique (gratuit et payant) existante au Luxembourg;
- Envisager une amélioration des services psychologiques au sein de l'école, dans le respect de la dignité des élèves et en évitant leur stigmatisation;
- Dresser l'inventaire des systèmes de remboursement d'actes psychologiques qui existent déjà à l'étranger, notamment en France.



Réunion jointe de suivi (13 mars 2023)

- Session de questions-réponses entre les députés et Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.
- Madame la Ministre de la Santé a indiqué que le plan national de santé est pratiquement achevé.
- Le Ministère de l'Éducation nationale a indiqué que les horaires des consultations au sein du SePAS seront élargis.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2232 – Augmenter la capacité du service existant d'oncologie pédiatrique au Luxembourg

Débat: 3 octobre 2022

But: Améliorer la prise en charge au Luxembourg des enfants atteints d'un cancer afin d'éviter de trop nombreux et stressants déplacements à l'étranger

Effentlech n°2232

Augmenter la capacité du service existant d'oncologie pédiatrique au...

L'objectif de la pétition est d'augmenter le service d'oncologie pédiatrique dans l'hôpital pour enfants existant...

5056/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 05.05.2022

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été décidé de :

- Enjoindre Madame la ministre de la Santé à se mettre en rapport avec le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) afin de garantir le respect des normes internationales.
- Inviter vivement Madame la ministre de la Santé à développer davantage le service d'oncologie pédiatrique existant au Luxembourg.
- Assurer le financement public des postes de médecins nécessaires suivant les normes internationales sans pour autant décourager des initiatives privées qui viendraient en supplément.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2193 – Keng Impfflicht fir Persounen ab 50 Joer !!

Débat: 17 octobre 2022

But: Ne pas rendre obligatoire pour les
personnes âgées de 50 ans et plus la
vaccination contre la Covid-19

Ëffentlech n°2193

Keng Impfflicht fir Persounen
ab 50 Joer !!

Keine allgemeine Impfflicht für
Personen ab 50 Jahre

5042/4.500

100%

gesammelt Ënnerschreften ⓘ

ofgelaf 24.03.2022

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été constaté qu'une obligation vaccinale n'est pour le moment pas de mise. Une telle obligation ne saura être décidée qu'à condition qu'elle devienne nécessaire, qu'elle mène à un résultat et qu'elle soit efficace.

Les commissions parlementaires demandent aux pétitionnaires de bien vouloir leur transmettre les études auxquelles ils se sont référés au cours du débat public.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2332 – Congé parental von 9 Monaten

Débat: 9 novembre 2022

But: Allonger la durée du congé parental à temps plein de 6 à 9 mois afin de permettre aux parents de passer plus de temps avec leurs enfants

Effentlech n°2332

Congé parental von 9 Monaten

Mit der Verlängerung von einem congé parental von 6 auf 9 Monaten haben die Eltern die Möglichkeit ihr Kind bis...

4814/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 30.06.2022

Méi



Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été constaté qu'une étude portant sur la mise en œuvre et les enseignements à tirer de la loi de 2016 a été commandée au LISER et qu'elle sera publiée en 2024. Cette étude observe la durée d'un cycle, à savoir les six ans de l'enfant pour lequel le congé parental peut être pris. Les députés sont d'avis qu'il convient d'attendre les conclusions et enseignements de cette étude pour ensuite apporter des modifications et des améliorations au nouveau modèle du congé parental introduit par la loi de 2016.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2384 – 2 jours de télétravail par semaine pour tous, y compris les frontaliers

Débat: 25 janvier 2023

But: Mise en place d'un cadre légal aux niveaux étatique et européen en matière de télétravail permettant aux travailleurs du Luxembourg, résidents et frontaliers, de faire du télétravail 2 jours par semaine

Effentlech n°2384

2 jours de télétravail par semaine pour tous, y compris les frontaliers ...

L'accord permettant aux frontaliers de télétravailler prend fin le 30 juin. La pandémie aura permis...

13892/4.500 100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 23.08.2022

Méi



Conclusions arrêtées à la suite du débat

- Les revendications des pétitionnaires feront partie intégrante des travaux de la sous-commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. La sous-commission élaborera un rapport écrit en préparation à un débat d'orientation au sujet du télétravail.
- La question ne dépend pas de la seule volonté du Grand-Duché du Luxembourg. En particulier, des accords bilatéraux et multilatéraux au niveau de la Grande Région doivent pouvoir régler les questions soulevées et débattues dans le cadre du débat public.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2504 – Garantir et améliorer l'accès utile, rapide et équitable aux moyens de diagnostique d'imageries médicales (la mammographie, la coloscopie, l'IRM, la densitométrie, le scanner etc.)

Débat: 8 mars 2023

But: Raccourcir les délais d'attente pour les rendez-vous d'imagerie médicale, notamment en ouvrant de nouvelles plages horaires et en harmonisant les systèmes de prise de rendez-vous

Effentlech n°2504

Garantir et améliorer l'accès utile, rapide et équitable aux moyens de...

Le but de cette pétition est de lancer un débat pour garantir et améliorer un accès efficace et équitable à...

4902/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 08.12.2022

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat:

Il a été décidé d'organiser une réunion jointe, en présence des Commissions de la Sécurité sociale, de la Santé et des Pétitions afin de donner suite au présent débat et de prendre connaissance de la mission confiée à l'Observatoire national de la santé par Madame la Ministre de la Santé en vue d'étudier un système permanent de gestion des accès aux imageries médicales.

Madame la Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ont été priés de faire le point sur les nouveautés annoncées, dont le système de centralisation et de numérisation de prise de rendez-vous en imagerie médicale.

Réunion jointe de suivi (2 mai 2023)

Les ministres de la Sécurité sociale et de la Santé ont mené des consultations avec la Fédération des hôpitaux luxembourgeois qui ont abouti au projet pilote permettant la réalisation d'IRM le samedi et possiblement le dimanche. Des chiffres quant aux nombres d'appareils d'imagerie médicale ont également été présentés.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2470 – Inscrire dans la Constitution luxembourgeoise le droit de payer en espèces de façon illimitée

Débat: 15 mars 2023

But: Garantir la conservation et la mise en œuvre du droit de payer en espèces, aussi bien au niveau national qu'européen

Effentlech n°2470

Inscrire dans la Constitution luxembourgeoise le droit de payer en espèces...

Inscrire dans la constitution un droit fondamentale, celui de pouvoir payer en espèces, sans limitations. Si on...

5092/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 08.12.2022

Méi



Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été constaté :

- que la question du paiement en espèces dépend de prescriptions européennes et ne relève pas de la Constitution
- qu'il n'y a aucune volonté politique qui mènerait à la suppression de l'argent liquide au Luxembourg ou en Europe – une meilleure communication à ce sujet est importante, notamment de la part de Madame la ministre des Finances ;
- qu'il convient que Madame la ministre des Finances communique en particulier sur le fait que le refus d'argent liquide par les commerces ou les administrations publiques est passible d'une amende.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2512 – Elterengeld am plaz vun institutionellen Aariichtungen

Débat: 23 mars 2023

But: Mise en place d'un «congé d'éducation» afin de soutenir financièrement les parents souhaitant diminuer leurs heures de travail pour s'occuper de leurs enfants

Effentlech n°2512

Elterengeld am plaz vun institutionellen Aariichtungen

Ech wëll areechen, dass Familjen selwer entscheiden kennen wéi hier Kanner erzunn gi. Mat enger...

5096/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 12.01.2023

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat:

Il a été décidé de mettre le sujet à l'ordre du jour de la réunion jointe du 18 avril 2023 afin d'étudier les diverses statistiques concernant les maisons relais et les crèches, notamment en ce qui concerne les listes d'attente, le contingent ainsi que le coût de la garde d'enfants, aussi bien à la charge de l'État qu'à la charge des ménages. Il faut également évaluer la situation des enfants qui, faute de place ou en raison des horaires de travail des parents, ne peuvent bénéficier de structures d'accueil.

Réunion jointe de suivi (18 avril 2023)

- Monsieur le ministre de l'Éducation nationale a présenté en détail les chiffres relatifs à la fréquentation et aux coûts des maisons relais et des crèches au Luxembourg.
- Session de questions-réponses entre les députés et Madame la ministre de la Famille et Monsieur le ministre de l'Éducation nationale relative aux différents moyens de garde d'enfants au Luxembourg et à leur financement.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2566 – Pour un enseignement axé sur les besoins de nos enfants. Fir en Enseignement deen d'Besoinen vun eisen Kanner wouer hëllt

Débat: 28 mars 2023

But: Réduire et fixer à 16 élèves la taille maximale des classes dans l'enseignement fondamental afin de permettre aux enseignants de fournir un encadrement individualisé aux élèves

Ëffentlech n°2566

Pour un enseignement axé sur les besoins de nos enfants. Fir en...

D'Haaptzil vun der Petitioun ass d'Zuel vun de Kanner pro Klass an der Grondschoul ze reduzéieren. Et ass wichteg,...

4753/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 27.02.2023

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été constaté qu'il n'y a pas lieu, dans l'enseignement fondamental, de réduire à 16 le nombre maximal d'élèves par classe puisque la moyenne actuelle au Luxembourg est de 14,8 élèves par classe.

De manière générale, il faut veiller à améliorer la communication entre les communes et le personnel éducatif sur le terrain et encourager le Ministère à mener régulièrement des études relatives aux besoins de l'enseignement fondamental.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2516 – Contrôle technique vun de Gefierer all 2 Joer wéi an deenen aneren EU-Länner och

Débat: 19 avril 2023

But: Diminuer la fréquence du passage au contrôle technique des véhicules motorisés et adopter une périodicité de «4-2-2-2...» ans pour le contrôle technique des voitures

Effentlech n°2516

Contrôle technique vun de Gefierer all 2 Joer wéi an deenen aneren...

Zil ass dass all Auto/Moto asw no deenen eischen 4 Joer just all 2 Joer an Kontroll muss goen. De Prais keint jo...

5298/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 29.12.2022

Méi



Conclusions arrêtées à la suite du débat

Il a été constaté que, pour des motifs de sécurité, il n'y a pas lieu de faire droit à la revendication d'une périodicité de « 4-2-2-2... » (lisez: 4 ans, 2 ans....) du contrôle technique telle que formulée par le pétitionnaire.

Éventuellement, une périodicité de « 4-2-2-1... » pourrait être considérée, à condition d'obtenir des avis concordants de la part des associations luxembourgeoises en matière de sécurité routière.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2477 – Pour une protection cohérente et efficace du patrimoine architectural

Débat: 3 mai 2023

But: Améliorer la protection du patrimoine architectural luxembourgeois, notamment en instaurant un «Bestandschutz» pour les bâtiments datant d'avant 1957

Effentlech n°2477

Pour une protection cohérente et efficace du patrimoine architectural...

• Moratoire général sur les démolitions.
Tout bâtiment construit avant 1957 devrait être automatiquement protégé,...

4792/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 03.02.2023

Méi

Conclusions arrêtées à la suite du débat

Une amélioration de la protection du patrimoine pourrait être rendue possible par l'adoption de mesures dépassant les compétences du Ministère de la Culture et se rapportant à plusieurs portefeuilles ministériels en raison de la complexité du sujet. Il est prévu d'organiser une réunion jointe en présence :

- de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes (pour le volet de la protection communale afin de développer une meilleure coordination avec l'INPA, ainsi que pour l'obtention de statistiques concernant les démolitions de bâtiments au Luxembourg) ;
- de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire (pour la question des subventions étatiques) ;
- de la Commission des Finances et du Budget (pour la question des mesures fiscales pouvant inciter à préserver et à entretenir les bâtiments anciens) ;
- de la Commission de la Culture;

ainsi que des membres du Gouvernement concernés pour faire le point sur la mise en œuvre de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel et pour réfléchir à des nouveaux plans d'action en matière de protection du patrimoine.





CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Pétition publique 2519 – Abolition de la chasse type battue / Cette pétition a pour but de faire réagir face à ce type de chasse qui est une torture envers les animaux chassés

Débat: 14 juin 2023

But: Interdire la chasse en battue et trouver des alternatives pour réguler la population de gibier

Effentlech n°2519

Abolition de la chasse type battue / Cette pétition a pour but de faire...

Cette pétition a pour but de faire réagir face à ce type de chasse qui est une torture envers les animaux chassés...

5044/4.500

100%

gesammelt Ënnerschrëften ⓘ

ofgelaf 29.12.2022

Méi



Remarque: Un débat public sur la chasse en battue avait déjà eu lieu en juillet 2019 suite à la pétition publique 1156. Suite au débat, ont été conduites deux réunions en présence d'experts et qui ont conclu que la chasse en battue demeure nécessaire à l'heure actuelle.

Conclusions arrêtées à la suite du débat

- Le mode de chasse décrit dans la pétition est de fait celui de la chasse à courre, qui est interdite au Luxembourg.
- Les autorités poursuivent l'objectif de rendre les chasses en battues moins stressantes et plus dignes du bien-être animal et sont ouvertes à des moyens alternatifs de régulation de la population de gibier.
- L'article 41 al. 3 de la nouvelle Constitution considère que les animaux sont des « êtres vivants non humains dotés de sensibilité et veille à protéger leur bien-être ».
- La battue reste néanmoins un moyen nécessaire pour réguler la population de gibier, afin de contribuer à la protection des forêts et des habitats naturels, et que partant cette forme de chasse ne sera pas abolie, mais toujours réévaluée en vue de la rendre plus digne et respectueuse.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (1)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1318 (26/06/19)	Fir d'Mise en place vun engem Gesetz géint moralesch Belästegung op der Aarbechtsplaatz (mobbing zu Lëtzebuerg)	Loi du 29 mars 2023 qui met en place un dispositif légal spécifique sur le harcèlement moral au travail
2309 (11/04/22) (débat:23/09/22)	Remboursement des factures des psychologues	Règlement grand-ducal du 25 janvier 2023 introduisant la prise en charge des actes de psychothérapie à partir du 1 ^{er} février 2023. Le remboursement est basé sur un tarif de 144€/séance et le taux de prise en charge est de 100% pour les mineurs et de 70% pour les majeurs.
665 (25/05/16)	Pour une baisse de la TVA sur les protections hygiéniques féminines	Le taux de TVA pour les produits d'hygiène féminine a été réduit à 3% en 2019.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (2)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
2504 (19/10/22) (débat: 08/03/23)	Garantir et améliorer l'accès utile, rapide et équitable aux moyens de diagnostic d'imageries médicales (la mammographie, la coloscopie, l'IRM, la densitométrie, le scanner etc.)	Accord entre le ministère de la Santé, le ministère de la Sécurité sociale et la Fédération des hôpitaux (FHL) permettant la réalisation d'IRM durant les weekends. Annonce de la ministre de la Santé concernant la livraison de huit nouveaux appareils de mammographie nouvelle génération. La direction de la Santé œuvre sur une centralisation de la prise de rendez-vous.
1210 (05/02/19)	Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'Etat ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière.	Depuis le 17 juin 2020, les agents de l'État peuvent choisir librement leur compte bancaire pour le versement de leur rémunération ou de leur pension.
1329 (04/07/19)	Gratis Transport pour les personnes à mobilité réduite	Le système <i>Adapto</i> , des minibus destinés aux personnes handicapées, a été rendu gratuit tout comme l'ensemble des transports publics le 1 ^{er} mars 2020.
1347 (26/07/19)	Augmenter la validité du passeport de 5 à 10 ans	Le ministère des Affaires étrangères « a déjà commencé à travailler sur le nouveau passeport, qui sera probablement mis en place courant 2025 ». Un projet de loi sera déposé en ce sens, qui dira notamment que « pour les personnes majeures, la validité du passeport sera portée à 10 ans ».

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (3)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1423 (20/10/19)	Petitioun iwwer dee bëllegen Akt	La loi du 16 mai 2023 modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation a fait passer le plafond du crédit d'impôt de 20.000 à 30.000 euros.
1673 (13/08/20)	Rajout d'une banquette rabattable murale dans toutes les toilettes pour personnes handicapées qui disposent d'assez de place pour les besoins spécifiques pour les personnes qui nécessitent de se faire changer une couche	La commune de Kayl a annoncé en juin 2021 que la toute première banquette rabattable murale au Luxembourg a été inaugurée au sein des toilettes pour personnes à mobilité réduite de son centre culturel. En juin 2023, un total de 6 tables à travers le pays ont été installées (à Remich entre autres).
1798 (09/02/21) 2250 (28/02/22)	Zoue Kabinen resp. Sécherheetskabinen fir Fuepersonal am Bus Méi Sécherheet op den lëtzebuergeschen Garen z.B. duerch Police-Stationen.	En août 2022, le ministre de la Mobilité et des Transports publics a annoncé que les nouveaux bus du réseau RGTR devraient être équipés d'une cabine pour garantir la sécurité des chauffeurs de bus. Le ministère de la Mobilité et le ministère de la Sécurité intérieure ont annoncé que davantage de policiers sont déployés sur les lignes de bus dites « sensibles » depuis janvier 2023.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (4)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1843 (18/03/21) (débat: 05/07/21)	Déierewuel: Schluechtverbuert vu Lëtzebuenger Notzdéieren an net-EU-zertifizéierte Schluechthaiser DE: Tierwohl: Schlachtverbot luxemburgischer Nutztiere in nicht-EU-zertifizierten Schlachthäusern FR: Bien-être animal: Interdiction d'abattage du bétail luxembourgeois dans des abattoirs non certifiés UE	Le 22 février 2022, le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a annoncé la fin des exportations d'animaux vivants du Grand-Duché vers des abattoirs situés dans des pays tiers à partir du 1 ^{er} mars 2022. Le ministère de l'Agriculture a également lancé une campagne de sensibilisation « Sou frësch! Sou Lëtzebuerg! » pour mettre en avant la viande luxembourgeoise et d'autres denrées alimentaires produites au Luxembourg.
797 (30/03/2017) 1920 (29/06/21)	Caméra pour tous les policiers Bodycam fir d'Police	Loi du 18 juillet 2023 autorisant sous certaines conditions l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale. La loi prévoit que l'agent qui décide de faire des enregistrements avec sa « bodycam » devrait toujours en avvertir les personnes filmées, sauf si, p. ex. l'intégrité physique d'une personne est en danger.
2425 (25/07/22)	Augmentation de la valeur des Lunch Pass en raison de l'inflation	Dès le 1 ^{er} janvier 2024, la valeur maximale d'exemption des chèques de repas passera de 8 à 12,20 euros. Avec une contribution de l'employé à hauteur de 2,80 euros qui reste inchangée, la valeur totale d'un chèque repas atteindra 15 euros.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (5)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
2480 (05/10/22)	Remboursement de la part de la CNS pour les produits d'hygiène féminine (tampon, bande hygiénique)	Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé le 11 janvier 2022 que des distributeurs gratuits de produits d'hygiène féminine seront déployés dans les écoles et les lycées.
1865 (23/04/21) (débat: 06/10/21)	2 Deeg Aarbechtdispensz pro Mount fir Fraen déi hier Deeg kréien. FR: 2 jours de dispense de travail par mois pour les femmes qui ont leurs menstruations.	En début d'année 2022, 5 distributeurs gratuits de produits hygiéniques ont été mis en place dans la capitale luxembourgeoise. En mars 2023, la Ville d'Esch a annoncé l'installation de son premier distributeur de produits d'hygiène féminine gratuits et écoresponsables dans diverses écoles fondamentales, maisons relais et autres bâtiments communaux. Walferdange avait été la première commune du pays à prendre l'initiative, en mars 2021.
2284 (17/03/22)	Ëmbenennen vun der Rue Cyprien Merjai an d'Rue des Héros Ukrainiens.	En juillet 2022, le collège des bourgmestre et échevins de la capitale a choisi d'appeler « boulevard de Kiev », la nouvelle N3 (N40, reliera la gare centrale à la commune de Hesperange, notamment le quartier Howald).
2333 (16/05/22)	Changéiert de Numm vun der Strooss 'Charles Martel' op 'Rue Volodymyr Zelensky'	Cette décision se veut un symbole de solidarité, d'engagement et de soutien de la capitale luxembourgeoise envers la capitale de l'Ukraine et le peuple ukrainien face à l'intolérable agression de la Russie.
2349 (31/05/22)	Renommer une partie de la rue Cyprien Merjai (où se trouve l'ambassade de Russie) en rue d'Ukraine pour la paix en Europe	

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (6)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1107 (17/09/18) 2170 (01/01/22)	Restreindre l'usage des emballages plastiques au Luxembourg Pour une interdiction des suremballages des produits vendus en supermarché	Le 27 avril 2022, la Chambre des Députés a voté 5 lois dites "Paquet économie circulaire" dont les objectifs principaux restent la prévention et la réduction des déchets. Il fournit également le cadre légal pour réduire le plastique à usage unique, le dépôt de déchets sauvage et le gaspillage alimentaire.
1319 (27/06/19) (débat: 12/11/2019)	Recht auf Leitungswasser / The right for tap water / Droit à l'eau du robinet	Le ministre des Classes moyennes avait annoncé vouloir lancer un projet de sensibilisation dans le secteur de la restauration afin que des carafes d'eau du robinet soient mises à la disposition des clients. La pandémie de coronavirus a retardé le lancement de la phase de test qui a finalement débuté en 2023. Courant 2023, une cinquantaine d'établissements ont proposé l'eau du robinet gratuite ou à bas prix suite à une loi adoptée en décembre 2022 où un article prévoit d'« encourager la fourniture de cette eau, à titre gratuit ou moyennant des frais de service peu élevés, aux clients de restaurants, de cantines et de services de restauration ». Depuis 2021, le ministère de l'Environnement poursuit la campagne « Drénk Waasser » qui promeut la bonne qualité de l'eau du robinet au Luxembourg.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (7)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1556 (19/04/20) (débat: 19/10/20)	Instauration d'un droit au télétravail	Constitution de la sous-commission «Télétravail» le 6 mai 2021. Un accord-cadre européen, en vigueur depuis le 1 ^{er} juillet 2023, a augmenté le seuil social jusqu'à 49,9% du temps de travail dans le pays de résidence sans basculement dans la sécurité sociale du pays de résidence.
2384 (24/06/22) (débat: 25/01/23)	2 jours de télétravail par semaine pour tous, y compris les frontaliers	Le seuil fiscal a été augmenté à 34 jours de télétravail par an pour les frontaliers allemands, belges et français.
2301 (03/03/22) (débat: 21/09/22)	Pour une maternité et une pédiatrie d'urgence ouverte 24h/24h au Nord du Luxembourg	Après 2 mois de fermeture, la maternité du Centre hospitalier Nord a rouvert le 1 ^{er} juin 2022. De plus, une structure de prise en charge pédiatrique ambulatoire est désormais ouverte au sein du Centre hospitalier Nord.
2193 (14/01/22) (débat: 17/10/22)	Keng Impfflicht fir Persounen ab 50 Joer !!	Lors du débat, la ministre de la Santé a annoncé que l'obligation vaccinale ne serait mise en œuvre qu'à condition qu'elle devienne nécessaire, qu'elle mène à un résultat et qu'elle soit efficace. À ce jour, la vaccination contre la Covid-19 n'a pas été rendue obligatoire (y compris pour les personnes de plus de 50 ans).
2059 (12/10/21)	Baisser le prix de l'essence afin que les salariés normaux puissent se rendre au travail en voiture.	Un règlement grand-ducal a permis de baisser les prix de l'essence et du diesel de 7,5 cts/l TTC entre le 13 avril 2022 jusqu'au 31 août 2022.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (8)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1057 (14/06/18)	Introduction du droit à la déconnexion	Un projet de loi en vue d'instaurer un droit à la déconnexion a été déposé par le ministre du Travail de l'époque, Dan Kersch, le 28 septembre 2021. -> Loi du 28 juin 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion
705 (09/09/16)	Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales.	Dans son discours sur l'état de la nation, le Premier Ministre avait annoncé que le tiers payant pour tous doit être déployé "par étape" au cours de l'année 2023. Le ministre de la Sécurité sociale, Claude Haagen, a confirmé vouloir introduire le tiers payant généralisé pour l'automne 2023.
922 (08/12/17)	Pour le tiers payant chez les médecins	
1698 (26/10/20) (débat: 22/12/20) 2325 (26/10/22)	Eng National Gedenkminutt fir d'Corona-Doudeger STOP Freedefeier! Feuerwerk! Feux d'artifices! Firework!	À l'issue du débat, le SYVICOL a demandé aux communes de ne pas organiser des feux d'artifice. De nombreuses communes se sont abstenues d'organiser des feux d'artifice pendant la pandémie afin de respecter la distanciation sociale. Depuis, une majorité de communes a interdit les feux d'artifice pour le réveillon 2022/23.
2464 (18/09/22)	Révision des démarches du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), du Service de santé au travail multisectoriel (STM) et de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), notamment pour les personnes fragilisées.	La <i>Patientenvertretung</i> revendique le droit pour les patients de se faire accompagner d'une tierce personne lors d'un rendez-vous auprès du Contrôle Médical.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (9)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1811 (16/02/21) (débat: 01/06/21)	Recht op ee BAC +3 fir d'Infirmierstudenten (LTPS-Formatioun attraktiv maachen) / Droit à un BAC +3 pour les étudiants Infirmiers (LTPS-rendre la formation attractive)	Le Gouvernement a annoncé en mai 2021 l'instauration d'une formation pour infirmier au niveau de Bac+3 faisant partie de la réforme de l'exercice et des formations de certaines catégories de professions de santé.
2470 (27/09/22) (débat: 15/03/23)	Inscrire dans la Constitution luxembourgeoise le droit de payer en espèces de façon illimitée	Lors du débat, la ministre Yuriko Backes a confirmé qu'il n'est pas prévu, ni au niveau luxembourgeois, ni au niveau européen, de mettre fin au paiement en espèces. De plus, et sauf motif valable, le refus du paiement en espèces est sanctionné par la loi.
2345 (29/05/22)	Pour une semaine de 35 heures de travail à temps plein	Le ministre du Travail a commandé une étude auprès du LISER sur les impacts d'une éventuelle réduction du temps de travail. L'étude en question démontre qu'une réduction du temps de travail contribue à améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. En outre, le ministre annonce ne pas être contre la mise en œuvre d'une semaine de travail de 36 heures.
504 (20/04/15) 651 (03/05/16))	POUR LE REMBOURSEMENT DU LECTEUR DE GLUCOSE EN CONTINU POUR LES PATIENTS INSULINO-DEPENDANTS Rückerstattung von Flash Glukose Monitoring	Depuis 2019, la CNS prend en charge le monitoring continu de la glycémie (CGM) sous certaines conditions.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (10)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1553 (18/04/20) (débat: 20/06/20)	Une prime unique pour tout le personnel des hôpitaux, cliniques, maisons médicales et maisons de soins pour leur engagement exceptionnel dans cette période de crise contre le COVID-19	Le protocole d'accord du 31 mars 2021 qui porte sur le renouvellement de la convention collective de travail pour les employés du secteur hospitalier a mis en place des primes rétroactives jusqu'à l'année 2018. Une loi votée par la Chambre le 29 juin 2023 vient modifier l'exercice et revaloriser certaines professions de santé.
1638 (22/06/20) (débat: 21/10/20)	Appel urgent pour la protection du patrimoine architectural luxembourgeois	La loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel a pris en compte certains éléments discutés lors du débat. Est également prévue une sensibilisation à la question du patrimoine culturel au niveau des communes, des écoles et des citoyens.
1717 (16/11/20) (débat: 03/02/21)	<ul style="list-style-type: none"> · Stop à la privatisation de l'école publique au Luxembourg · Non au projet de loi 7662 du Ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance 	Le ministre de l'Éducation nationale a retiré le projet de loi 7662 la veille du débat. Les écoles et leurs professeurs n'auront pas de gestionnaires privés et le directeur doit être issu de la fonction publique.
1865 (23/04/21) (débat: 06/10/21)	2 Deeg Aarbechtdispenz pro Mount fir Fraen déi hier Deeg kréien. FR: 2 jours de dispense de travail par mois pour les femmes qui ont leurs menstruations.	Le ministère du Travail a annoncé après le débat œuvrer à la sensibilisation des entreprises et plaide pour des modalités de travail flexibles pour les personnes souffrant de douleurs menstruelles.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (11)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
2521 (04/11/22)	Horaires plus flexibles de la Bibliothèque Nationale du Luxembourg: des heures d'ouverture plus accommodantes pour des employés, fonctionnaires et étudiants	Depuis janvier 2023, la salle de lecture de la BNL est désormais ouverte les lundis de 14h à 20h.
2796 (09/06/23)	Augmenter les horaires des bibliothèques publiques pendant les périodes d'examens	Le LLC est également ouvert les dimanches pendant les périodes d'examens à l'université.
2129 (30/11/21) (débat: 16/05/21)	Überarbeitung, Änderung und Anpassung des Sexualstrafrechts in Luxemburg	En 2021, une motion, demandant, entre autres, la mise en place d'une <i>national Ulafstell</i> a été déposée et renvoyée en commission. La Chambre a voté une loi le 19 juillet 2023 qui a pour objectif de renforcer le dispositif légal relatif à la protection des victimes, en particulier des victimes mineures, contre les abus sexuels. La loi clarifie également la notion de «consentement à un acte sexuel».
1879 (18/05/21) (débat: 19/10/21)	"Nein" zur neuen Reform betreffend die Ausbildung zum/r Erzieher/in in Luxemburg	En novembre 2021, donc après le débat public, un accord a été trouvé entre le ministère de l'Éducation et les différents syndicats : l'accord consiste à réguler le volume de travail des éducateurs ainsi que la qualité du labeur fourni.
1661 (26/07/20)	Pétition pour révision des conditions du " bon d'hébergement 50 euros "	Le gouvernement a prolongé de 6 mois (jusqu'au 15 septembre 2021) la validité des bons à faire valoir dans les établissements hôteliers luxembourgeois.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (12)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
2432 (30/07/22) 2351 (31/05/22)	Rehkitztod bei der Grasernte durch obligatorische Wärmesonden an Rotormähern vom typ Schmetterling stoppen Kitzrettung	Le ministre Claude Haagen a annoncé la mise en place du projet pilote «Sauvons Bambi Luxembourg» en juin 2023. Ce projet pilote, faisant usage de drones, vise à éviter la mortalité et la mutilation des faons, et à aider les agriculteurs à faucher avec plus de sérénité. La ministre de l'Environnement demande aux agriculteurs de retarder le plus possible le premier fauchage pour les mêmes raisons. Un message de sensibilisation a également été diffusé à la radio.
1655 (14/07/22)	Baisser le prix des loyers au Luxembourg	L'accord issu de la réunion tripartite du printemps 2022 a prévu une adaptation à la hausse de la subvention loyer dès le mois d'août 2022.
2232 (10/02/22) (débat: 03/10/22)	Augmenter la capacité du service existant d'oncologie pédiatrique au Luxembourg	La ministre de la Santé a pris contact avec le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) afin d'adopter les mesures nécessaires visant à garantir le respect des normes internationales en la matière.
2431 (28/07/22)	Wasserstoff Tankstellen Netz a Lëtzebuerg ufänken fir de Leit eng Propper alternativ zur Elektromobilitéit ze bidden	En septembre 2022, le ministre de la Mobilité et le ministre de l'Énergie ont annoncé le développement de la première station publique à hydrogène au Luxembourg vers fin 2022/début 2023 par TotalEnergies.

Sous la législature 2018-2023, ont été mis en œuvre certaines revendications exprimées dans des pétitions publiques (13)

Numéro de la pétition	Intitulé	Mise en œuvre
1284 (17/07/19)	Rendre le congé de paternité accessible pour les indépendants, les travailleurs intellectuels indépendants et les non-salariés en général	Le 12 juillet 2023 a été voté le projet de loi 8017 qui permet aux travailleurs indépendants de bénéficier du congé de paternité de 10 jours suite à la naissance d'un enfant
1300 (31/05/19)	Comeback vun Lëtzebuerg beim Eurovision Songcontest 2020	Le Gouvernement a annoncé le retour du Luxembourg à l'Eurovision pour 2024. RTL a déjà lancé le processus de sélection de l'artiste ou du groupe qui représentera le Luxembourg.